

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
Groupe du Porte-Parole

Bruxelles, le 22 février 1973
PC/rp

482

LIBRARY

BIO COM N° 23 (73) aux Bureaux nationaux
c.c. aux Membres du Groupe et à MM. les Directeurs généraux des DG. I & X

Objet : 24^{ème} réunion de la Commission

La Commission a tenu hier sa séance hebdomadaire sous la présidence du Vice-Président HAFFERKAMP, le Président ORTOLI étant à son tour grippé. Sur proposition de M. LARDINOIS, la Commission a adopté le texte d'une proposition au Conseil qui s'inscrit dans le cadre de la réforme structurelle de l'agriculture. Il s'agit de mesures particulières en faveur de l'agriculteur de montagnes et de plusieurs autres zones défavorisées. Ce point avait été retenu dans les négociations sur l'élargissement et il s'agissait maintenant de lui donner une valeur pratique. Cette nouvelle proposition de la Commission comporte essentiellement l'octroi d'indemnités et de facilités aux agriculteurs des régions de montagnes afin de compléter leurs revenus et les encourager à ne pas quitter ces régions (voir IP.43 d'aujourd'hui).

A l'initiative du Président ORTOLI désireux d'arrêter un programme de travail assorti d'un calendrier d'ici à Pâques, la Commission a été amenée à arrêter un schéma de travail rigoureux qui comportera pratiquement durant le mois de mars et le mois d'avril, des séances de la Commission le mercredi et le jeudi, sauf durant la Session du Parlement européen à Strasbourg (du 12 au 16 mars). La méthode consiste à tenir un débat d'orientation en Commission puis environ trois semaines après d'arrêter en une ou deux séances les rapports ou propositions proprement dites; il s'agit notamment de l'union économique et monétaire (rapport d'ici au 1^{er} mai), la préparation des négociations multilatérales au GATT (d'ici au mois de juillet); les négociations en vue d'une nouvelle convention du type Yaoundé avec les EAMA et les pays du Commonwealth (d'ici à juin/juillet) ainsi que des différents dossiers relatifs à la politique régionale, à la politique sociale, à l'environnement, à la politique industrielle et technologique. Les aspects institutionnels se retrouveront pour une part dans le rapport en vue de la deuxième étape de l'union économique et monétaire (1^{er} mai) et d'autre part, en liaison avec les propositions concernant l'accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement (d'ici au mois de juin) ainsi que l'amélioration du fonctionnement des institutions de la Communauté évoquée lors du Sommet (sans délai explicite).

A signaler également qu'en séance restreinte la Commission avait entendu Sir Christopher SOAMES exprimer ses impressions à la suite de son récent voyage aux Etats-Unis au cours duquel il avait été reçu par le Président NIXON, le Secrétaire d'Etat ROGERS ainsi que par de nombreuses autres personnalités américaines. La Commission a eu à cette occasion un débat sur les rapports entre la Communauté européenne et les Etats-Unis mais sur lesquels nous avons des directives sévères d'absolue discrétion. Aujourd'hui à midi, Sir Christopher SOAMES avait eu un entretien avec le COREPER sur le même thème (USA-CEE) et il a également pris la parole dans le cadre de la Commission pour le commerce extérieur du Parlement Européen.

./.

Bien entendu, si nous recueillons quelques éléments supplémentaires à la suite de ces réunions, nous vous tiendrons au courant des développements de ce dossier délicat et important.

La Commission a enfin préparé le prochain Conseil des Affaires sociales qui s'ouvrira lundi 26 février à 15h. Il s'agira essentiellement d'un échange de vues sur le programme d'action dans le domaine social à établir pour donner suite à la déclaration finale du Sommet de Paris. Le Vice-Président HILLERY a confirmé à ses collègues qu'il n'engagera pas encore la Commission à ce stade, car il ne s'agit que d'une première réunion à laquelle ne participeront d'ailleurs que quelques ministres en titre. Il sera toutefois intéressant de recueillir les idées des neuf pays membres afin d'élaborer ensuite, après consultation des partenaires sociaux, des propositions en bonne et due forme (pour le mois d'avril par exemple). Certes, un document de travail des services de la Commission a été adressé au Secrétariat du Conseil il y a 48 h. mais ce texte ne lie pas la Commission et ne représente qu'une tentative d'énumérer les principales têtes de chapitres; la nature de ce document ne doit donc être à l'origine d'aucun malentendu : il est provisoire, il n'est pas exhaustif et il réserve pleinement la position de la Commission. (sur les principaux thèmes je vous renvoie à l'IP. 34 - discours de HILLERY au Parlement européen à Luxembourg).

Dans le domaine administratif, la Commission a arrêté une série de mesures liées à l'élargissement (nomination, acceptation de volontariat etc.); nous espérons bientôt être en mesure de vous fournir un premier schéma du nouvel organigramme dont nous avons demandé communication aux services compétents.

Une dernière chose à noter : au cours de notre briefing d'aujourd'hui, nous avons distribué à la presse la déclaration sur l'affaire "Continental Can" (voir IP. 42) et à midi M.LARDENOIS a eu l'occasion de commenter devant la presse accréditée, la portée et la signification des propositions de la Commission en matière d'agriculture de montagnes.

Amitiés,

B.OLIVI

P.S.- Nous avons confirmé le voyage officiel du Président ORTOLI à Londres. Il s'y rend ce soir : un dîner est prévu à Downing street; demain vendredi il verra successivement M.DAVIS, chargé des affaires européennes au sein du Cabinet, puis Sir Alec DOUGLAS HOME; il rencontrera la Reine en fin de matinée. Un déjeuner est prévu à Chattam House avec un discours sur le thème : "Vers une entité européenne". Au début de l'après-midi le Président verra plus longuement le Premier Ministre HEATH, le départ de Londres étant prévu au début de la soirée.